



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Direction Régionale  
des Entreprises,  
de la Concurrence,  
de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

1<sup>er</sup> octobre 2010

# Présentation

- Ce diaporama vous est adressé le 1<sup>er</sup> jour ouvrable de chaque mois
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus complètes sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par mail vos remarques sur ce diaporama :

[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

- Prochaine édition de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Ile-de-France : 1<sup>er</sup> novembre 2010

# SOMMAIRE

## t Synthèse régionale

§ Page 4

## t Marché du travail

§ Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

§ Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

§ Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

§ Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

§ Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an nouveau

§ Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

§ Page 11 : taux de chômage (INSEE)

## t Emploi

§ Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

§ Page 13 : évolution récente de l'intérim

§ Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié

## t Accompagnement des mutations économiques

§ Page 16 : activité partielle

§ Page 17 : procédures de licenciement collectif

§ Page 18 : inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique et adhésion CRP/CTP

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En août 2010, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est reparti à la hausse (+1,0% en catégorie A, +0,7% en ABC). En France métropolitaine, la demande d'emploi a également augmenté, mais moins vite (respectivement +0,6% et +0,2%).

Toutes les catégories de demandeurs d'emploi enregistrent une augmentation. Le nombre des seniors, continue à croître à un rythme élevé. Après une baisse en juillet, le nombre de jeunes a augmenté sensiblement.

Au cours des derniers mois, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise enregistrent des hausses supérieures à la moyenne régionale, alors que l'Essonne est, cette fois, moins touchée par la dégradation du marché du travail.

Le taux de chômage francilien a reculé au deuxième trimestre, pour le second trimestre consécutif. Il s'élève à 8,1% contre 9,3% en France métropolitaine.

## EMPLOI

En juin 2010, l'emploi intérimaire a continué à se redresser, atteignant plus de 100 000 emplois quotidiens, en équivalent temps plein. La hausse du recours à l'intérim au second trimestre s'observe dans la plupart des secteurs, notamment dans la construction et les services. A l'inverse, la baisse est très marquée dans la fabrication de matériel de transport (automobile...).

Le niveau des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi est resté stable ces derniers mois.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

En août 2010, le volume d'heures d'activité partielle accordées est resté à un faible niveau. Le nombre d'emplois menacés dans le cadre des procédures de licenciement collectif notifiées à l'administration (1 200 emplois), a atteint son plus bas depuis dix-huit mois. Le nombre des inscriptions à Pôle emploi à la suite d'un licenciement économique ou d'une adhésion à la CRP ou au CTP poursuit sa baisse et retrouve ses niveaux d'il y a deux ans.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2010

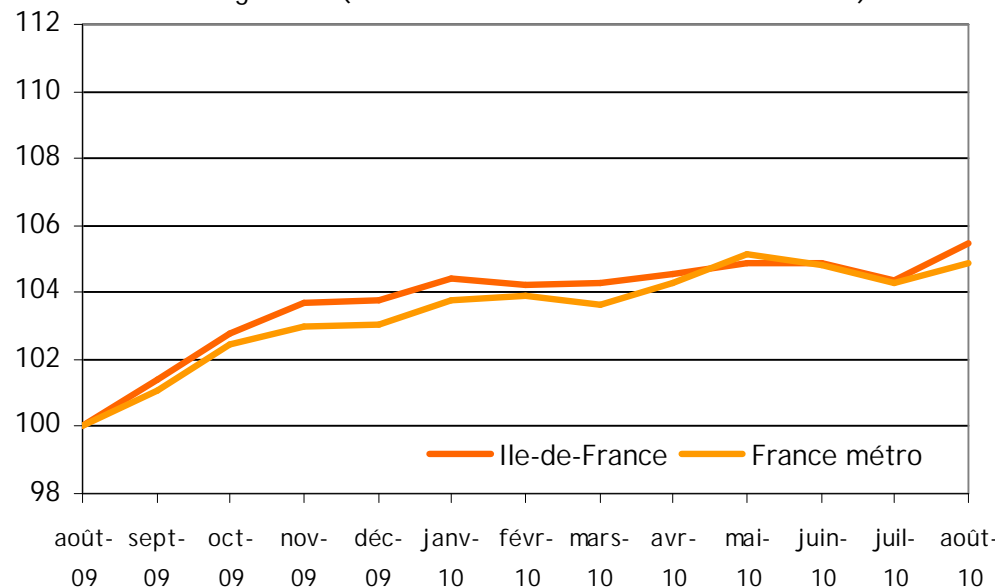
q En août 2010, la demande d'emploi francilienne de catégorie A est repartie en forte hausse (+1,0%), après deux mois favorables. Le nombre d'inscrits a également augmenté en France métropolitaine (+0,6%).

q Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), on observe aussi une progression (+0,7%, soit +4 660 demandeurs d'emploi). En France métropolitaine, la demande d'emploi a plus légèrement augmenté (+0,2%).

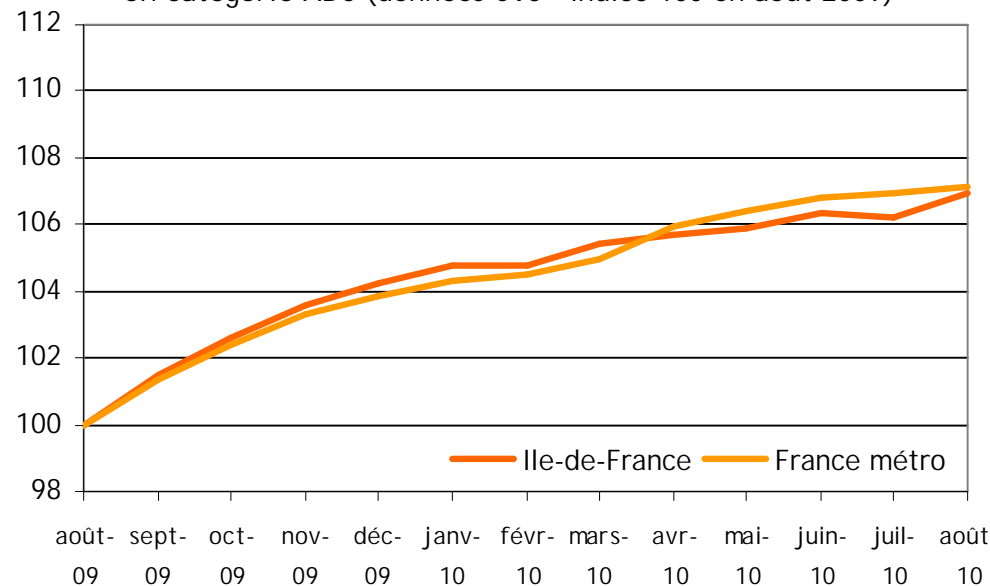
q Depuis le début de l'année, on observe une croissance ralentie du nombre d'inscrits à Pôle emploi, par rapport à 2009. Toutefois, alors qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et au premier semestre 2010, l'Ile-de-France s'est comportée comme le reste du pays, la progression du nombre de demandeurs d'emploi a été ce mois-ci supérieure dans la région.

Août 2010	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	508 770	2 692 500	1,0	0,6	5,4	4,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	710 900	3 970 900	0,7	0,2	6,9	7,1

Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en août 2009)



Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en août 2009)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

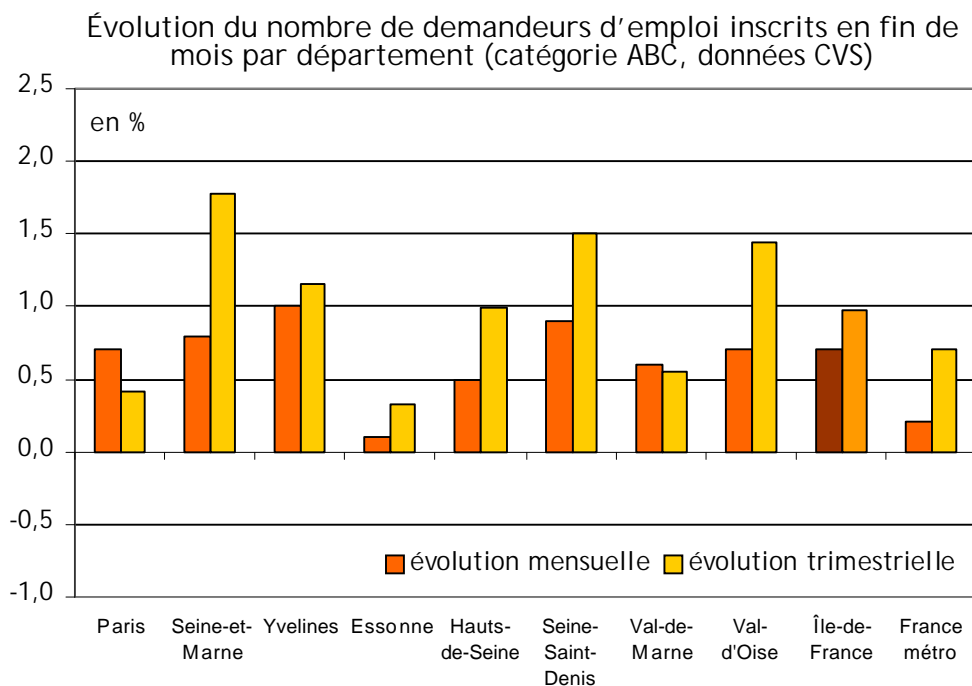
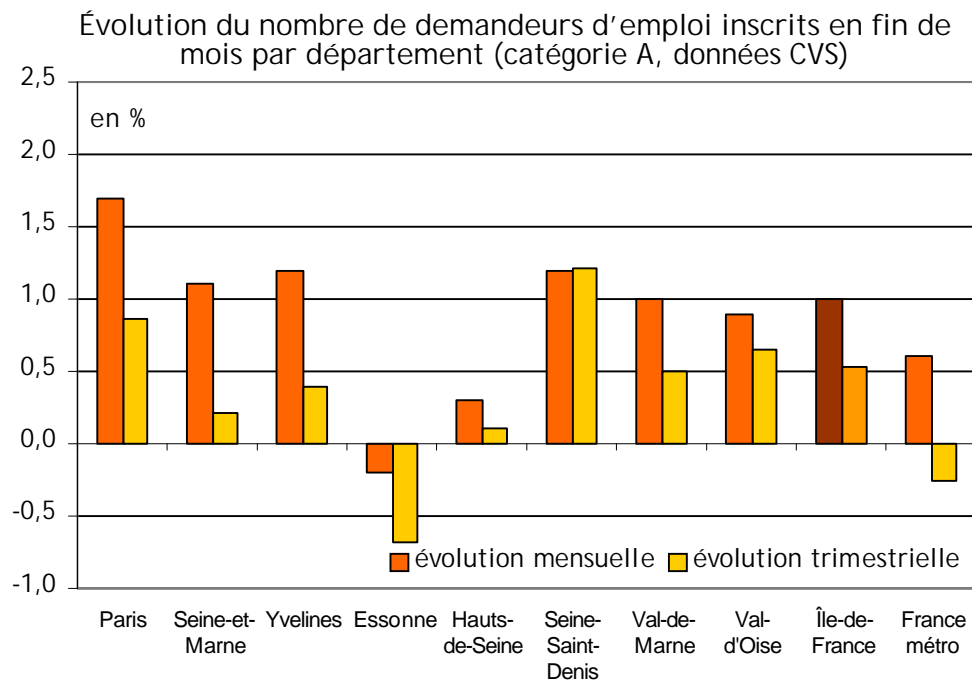
# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2010

q En août, la demande d'emploi de catégories A et ABC a augmenté dans la plupart des départements. Seule, une très légère baisse est observée en Essonne. A Paris, l'augmentation mensuelle du nombre d'inscrits sans aucune activité est la plus forte depuis un an.

q Sur trois mois, la hausse (cat. A) affecte tous les départements franciliens à l'exception de l'Essonne. Dans les Hauts-de-Seine, le nombre de demandeurs d'emploi n'a quasiment pas varié. En France métropolitaine, un léger recul est constaté sur la période.

q Le nombre d'inscrits (ABC) a augmenté en Ile-de-France au cours des trois derniers mois, au même rythme qu'au cours des trois mois précédents. En France métropolitaine, la progression est un peu plus faible.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	112 890	1,7	166 500	0,7
Seine-et-Marne	48 200	1,1	67 930	0,8
Yvelines	48 440	1,2	67 280	1,0
Essonne	41 960	-0,2	58 540	0,1
Hauts-de-Seine	62 060	0,3	85 990	0,5
Seine-Saint-Denis	85 550	1,2	114 880	0,9
Val-de-Marne	54 470	1,0	74 660	0,6
Val-d'Oise	55 200	0,9	75 120	0,7
<b>Île-de-France</b>	<b>508 770</b>	<b>1,0</b>	<b>710 900</b>	<b>0,7</b>
France métropolitaine	2 692 500	0,6	3 970 900	0,2



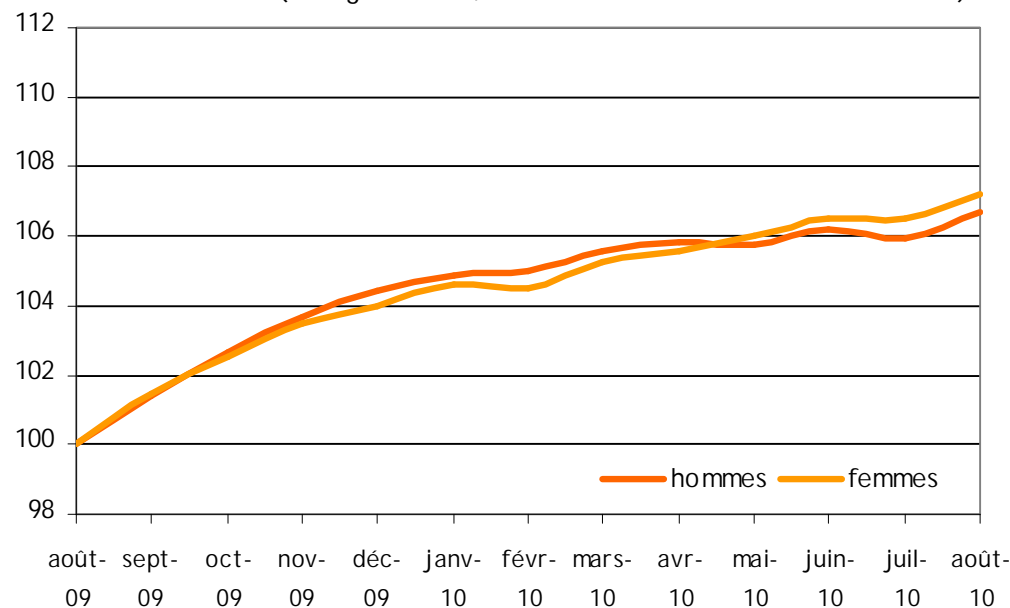
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2010

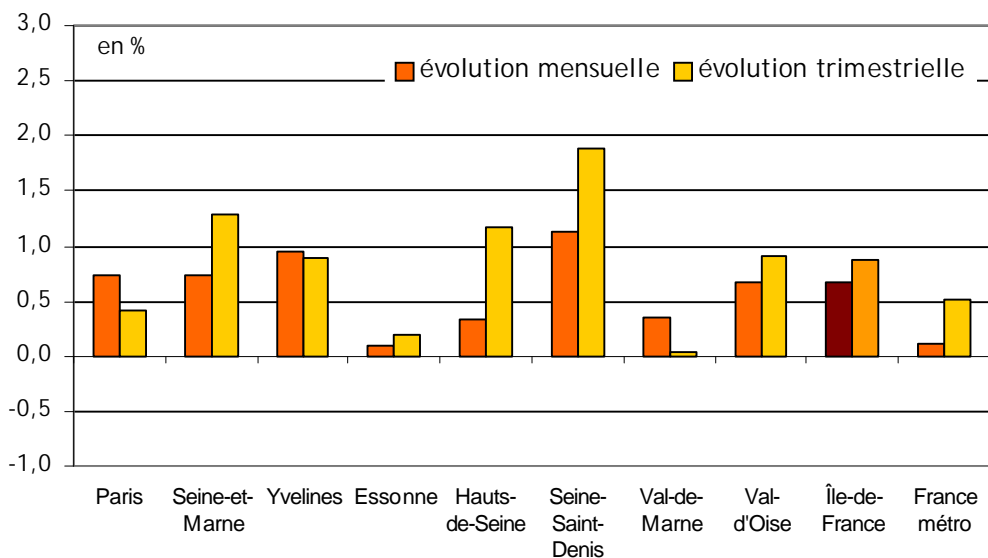
## La demande d'emploi selon le sexe

- La demande d'emploi des hommes et des femmes a progressé quasiment au même rythme au cours du mois d'août.
- La demande d'emploi des femmes, qui avait augmenté moins vite au début de la crise en raison du poids moins important du secteur industriel dans l'emploi féminin, a ensuite progressé davantage au fur et à mesure que d'autres secteurs étaient touchés.
- Toutefois, la hausse du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi depuis janvier 2008 reste nettement supérieure à celle des femmes (resp. +27,1% et +18,0%).

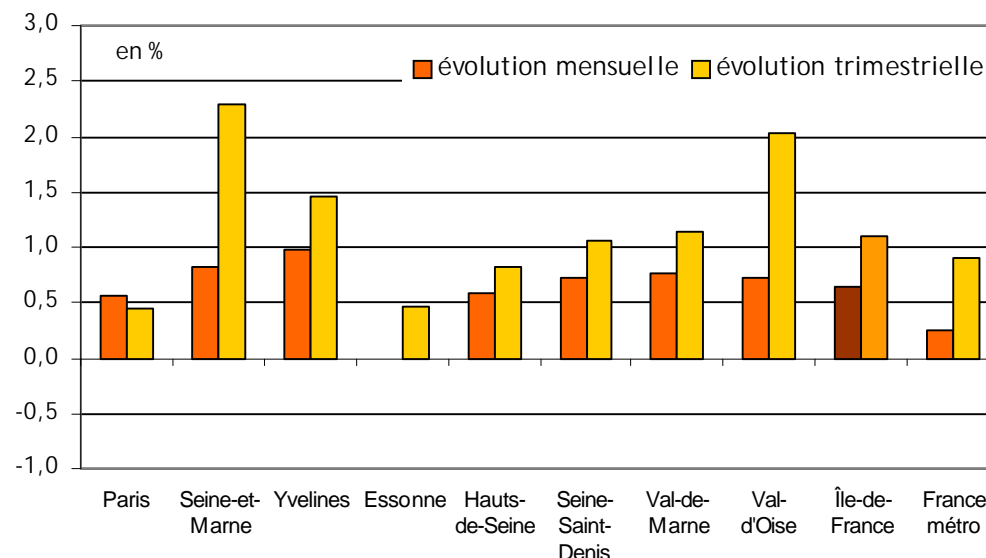
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2009)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2010

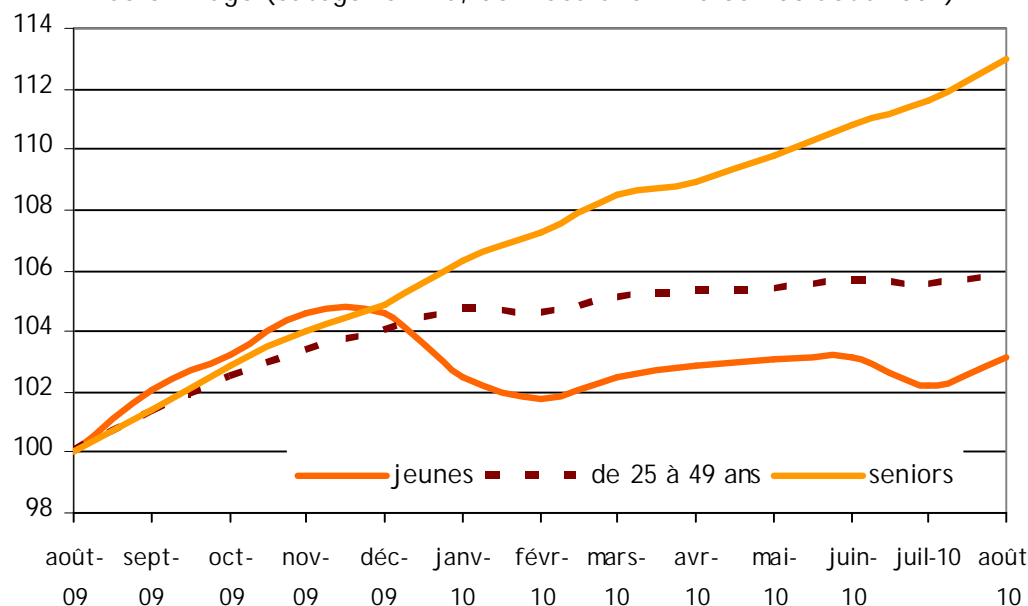
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté quelle que soit la classe d'âge en août.

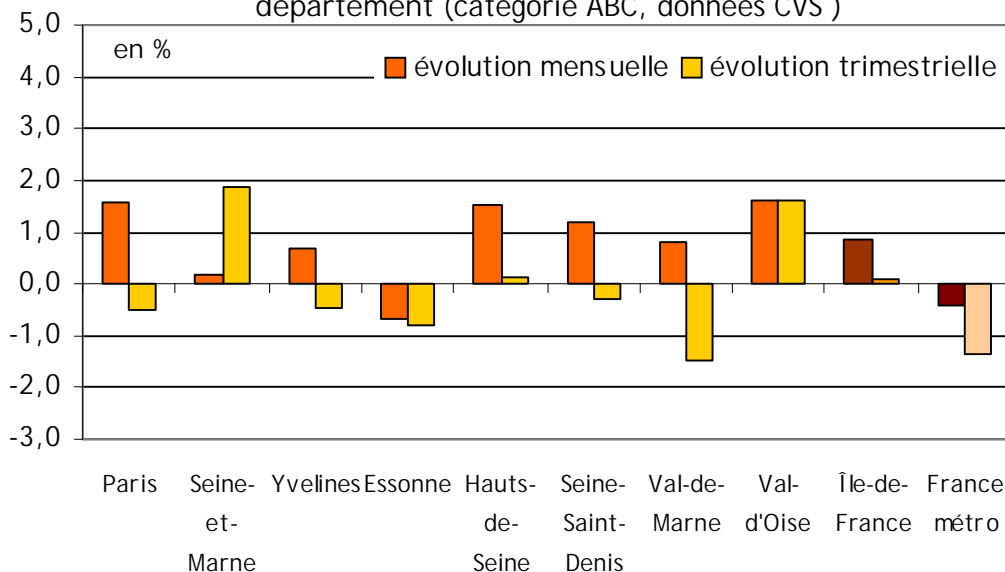
L'augmentation du nombre de jeunes efface le recul observé le mois précédent. Le nombre d'inscrits âgés de 50 ans et plus continue à croître à un rythme élevé. Tous les départements sont touchés.

Alors qu'après la hausse de 2009, on note un net changement de tendance depuis le début de l'année pour les jeunes et les classes d'âge médianes, la croissance de la demande d'emploi des seniors a à peine ralenti sur la période.

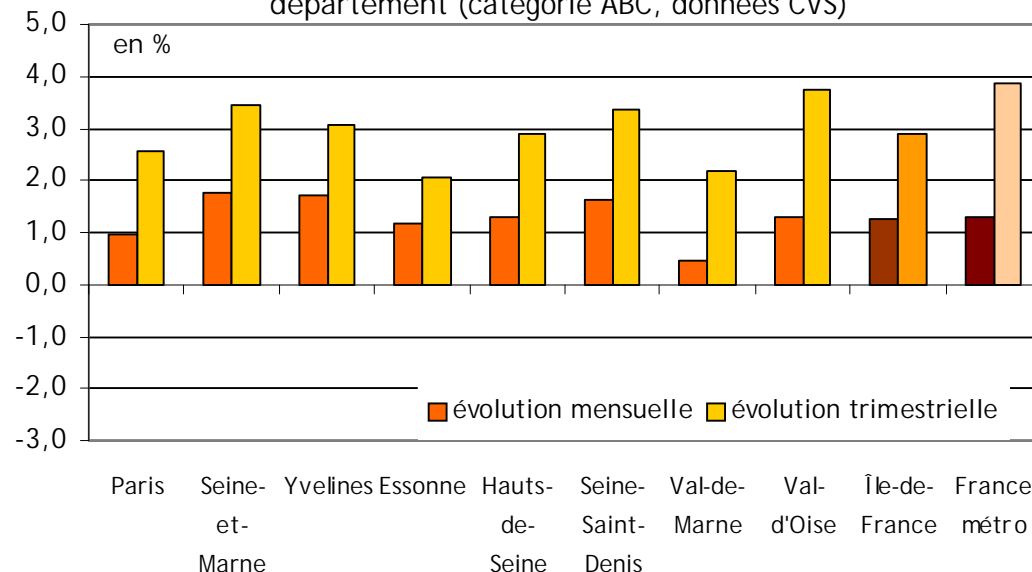
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2009)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2010

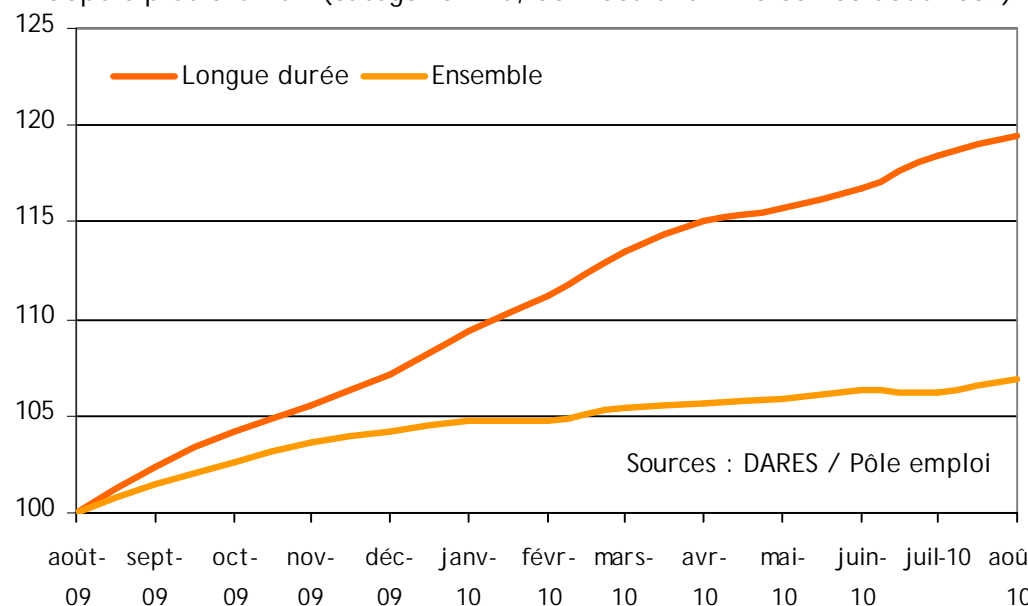
## La demande d'emploi de longue durée (catégorie ABC)

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté un peu plus rapidement que l'ensemble des demandeurs d'emploi en août (+0,9% contre +0,7%).

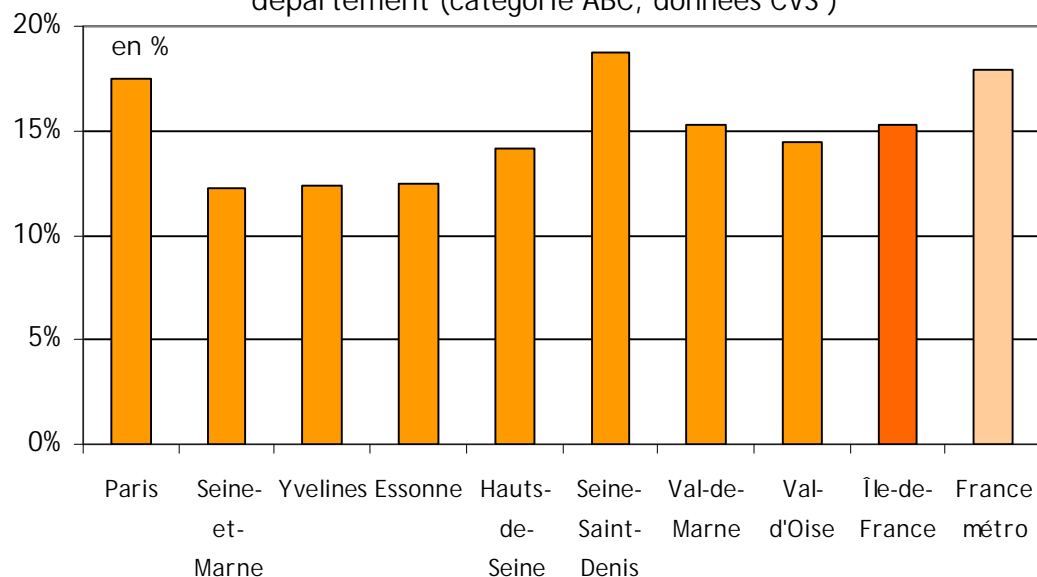
Alors que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an est quasiment stable sur douze mois, la hausse atteint 19,5% pour les demandeurs d'emploi de longue durée. Tous les départements franciliens sont concernés.

En France métropolitaine, l'augmentation du nombre d'inscrits depuis plus d'un an est encore plus élevée (26,7%).

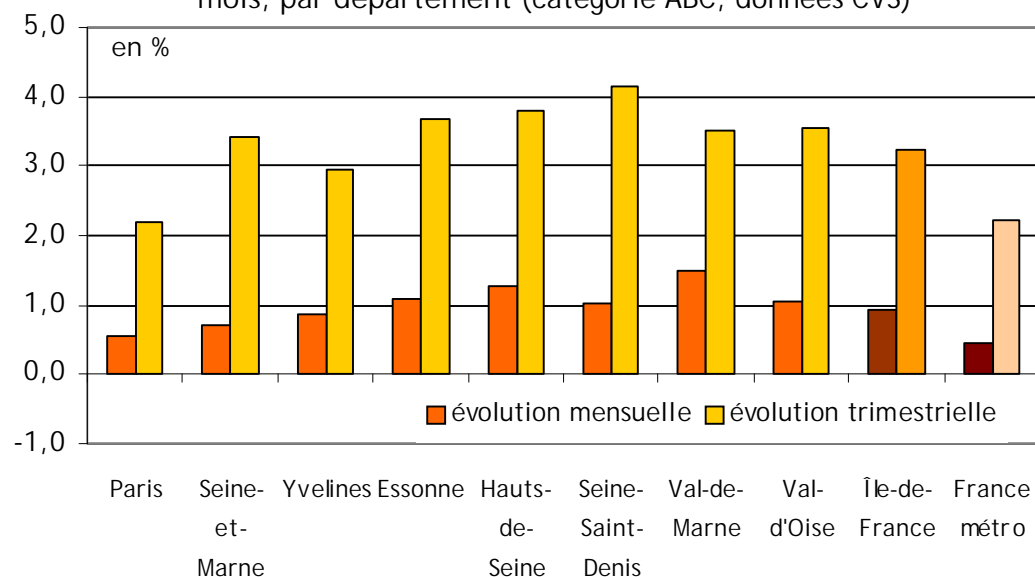
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2009)



Part des inscrits ayant des droits ouverts au RSA, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



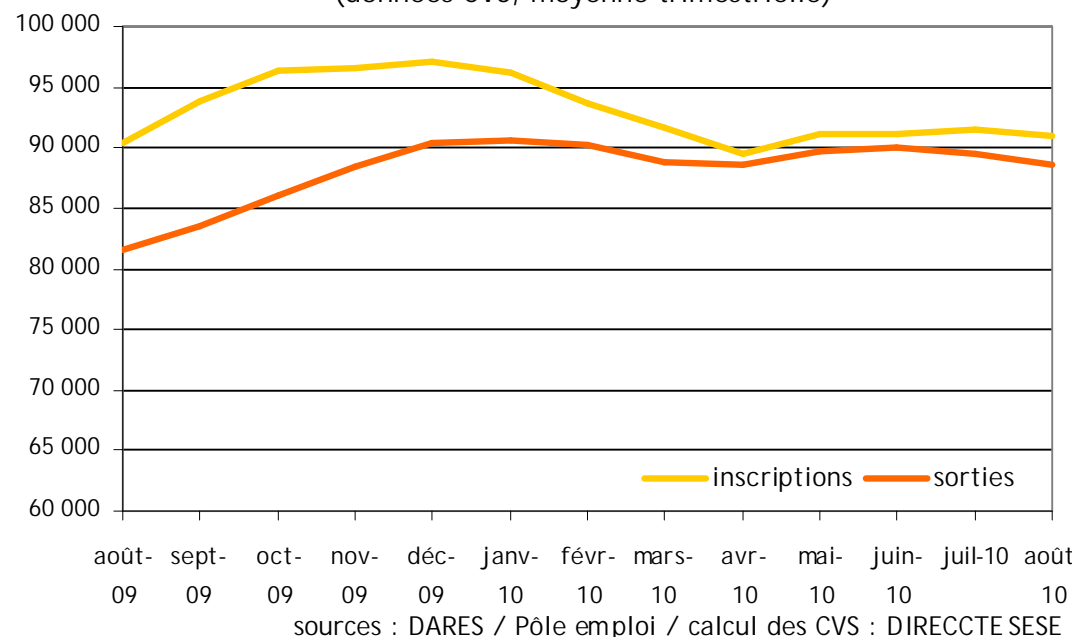
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les entrées et les sorties à la fin du mois d'août 2010

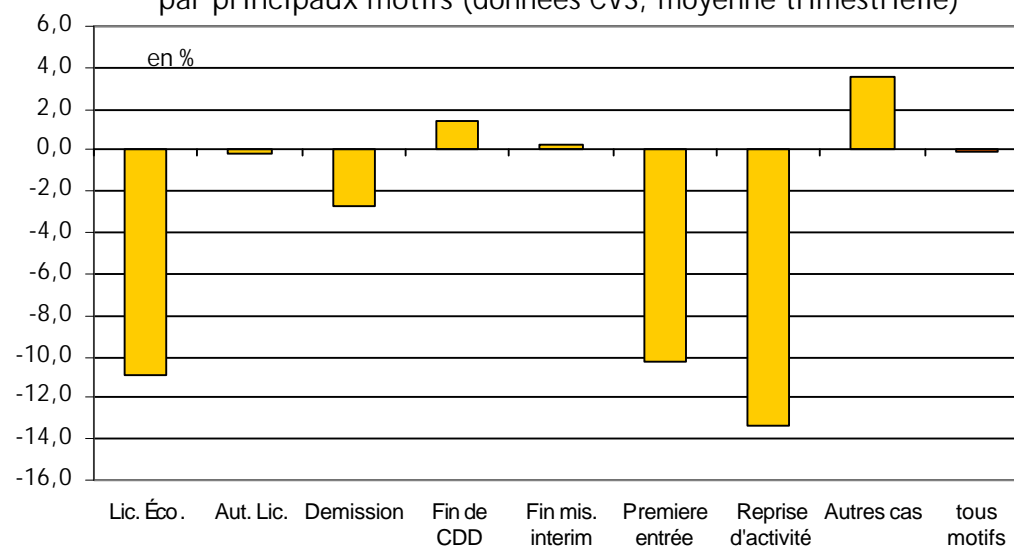
## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

- Les mouvements sur le marché du travail se maintiennent à un niveau toujours élevé, mais inférieur aux niveaux enregistrés à fin 2009.
- L'analyse des motifs d'entrée est rendue très difficile par l'importance du nombre d'inscriptions dont le motif n'est pas nettement identifié (près de 40% du total). Toutefois, dans cette catégorie « autres cas » sont recensés notamment les ruptures conventionnelles qui représentent maintenant près de 5% des motifs d'inscription à pôle emploi (juillet 2010).
- Les entrées après un licenciement économique sont en recul, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture économique au cours des derniers mois (progression du PIB de +0,7% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 selon l'INSEE, donnée révisée). Les inscriptions après un licenciement pour un motif non économique sont stables alors qu'elles progressent légèrement pour les fins de mission d'intérim, un peu plus pour les fins de CDD..
- Les sorties pour reprise d'emploi (identifiées dans les fichiers de Pôle emploi) augmentent un peu, alors que le nombre d'entrées en stage est toujours très bas.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, entre août 2009 et août 2010 (données CVS, moyenne trimestrielle)



Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS, moyenne trimestrielle)



# Le taux de chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010

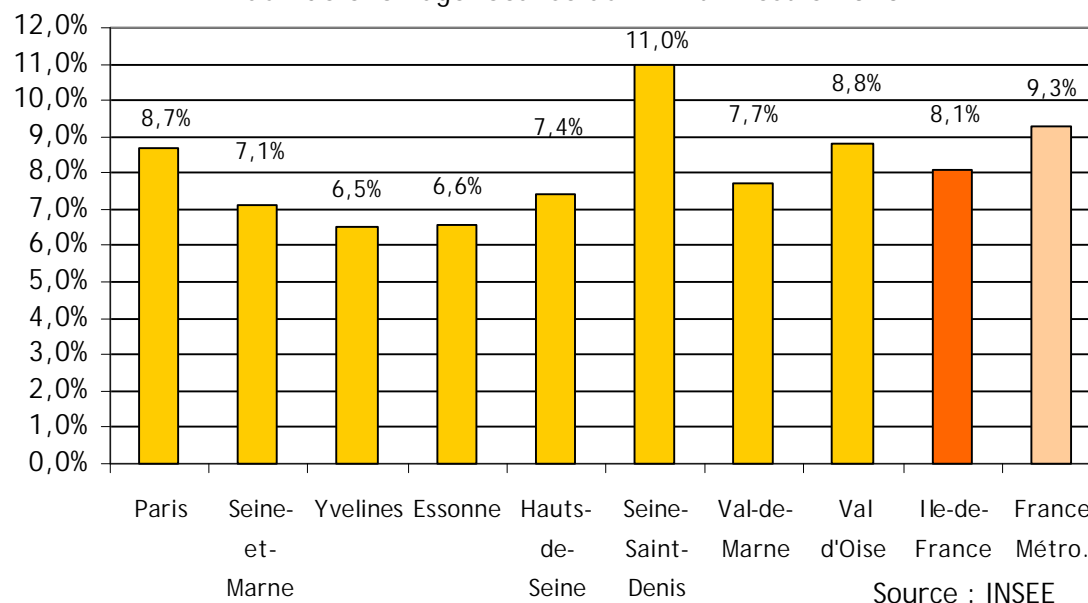
q Au cours du deuxième trimestre 2010, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,1 % de la population active, soit une baisse de 0,2 point par rapport au taux observé le trimestre précédent (chiffres provisoires, susceptibles d'être révisés). Le repli du taux de chômage est identique à celui constaté dans le reste du pays.

q Tous les départements franciliens enregistrent des baisses trimestrielles. Les différences d'évolution sont faibles. Les plus forts reculs concernent Paris et le Val-de-Marne.

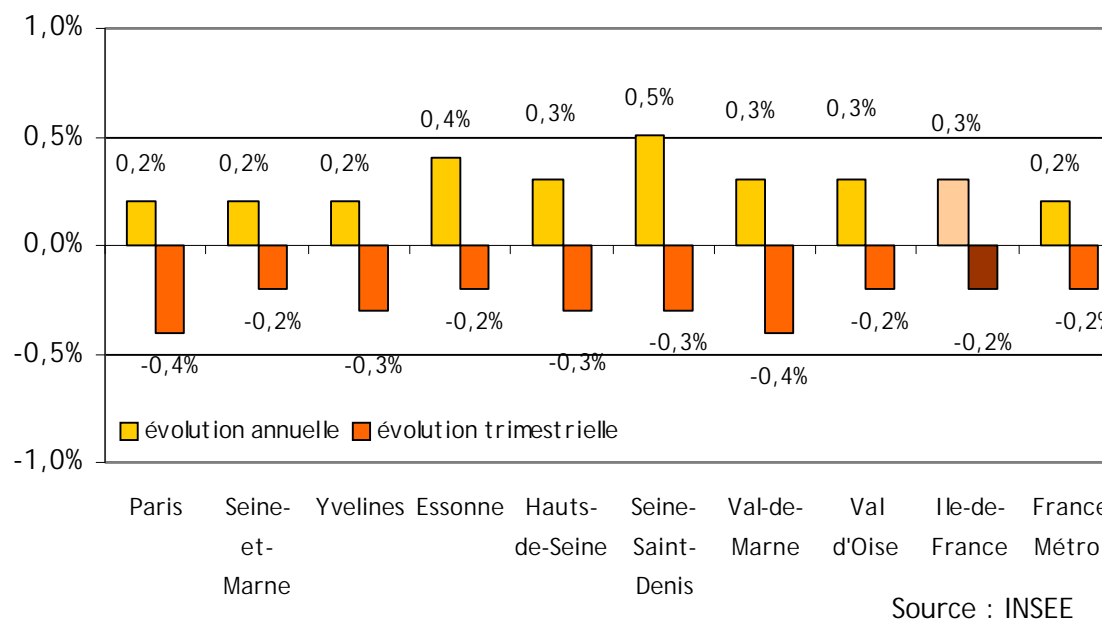
q Sur un an, le taux de chômage francilien affiche toujours une progression, mais celle-ci est de plus en plus faible (+0,3 point). Elle est proche de la hausse nationale (+0,2 point).

q Le taux francilien reste inférieur de plus de 1 point au taux national (hors DOM). Celui-ci n'est dépassé dans la région qu'en Seine-Saint-Denis.

Taux de chômage localisé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010



Évolution du taux de chômage localisé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010



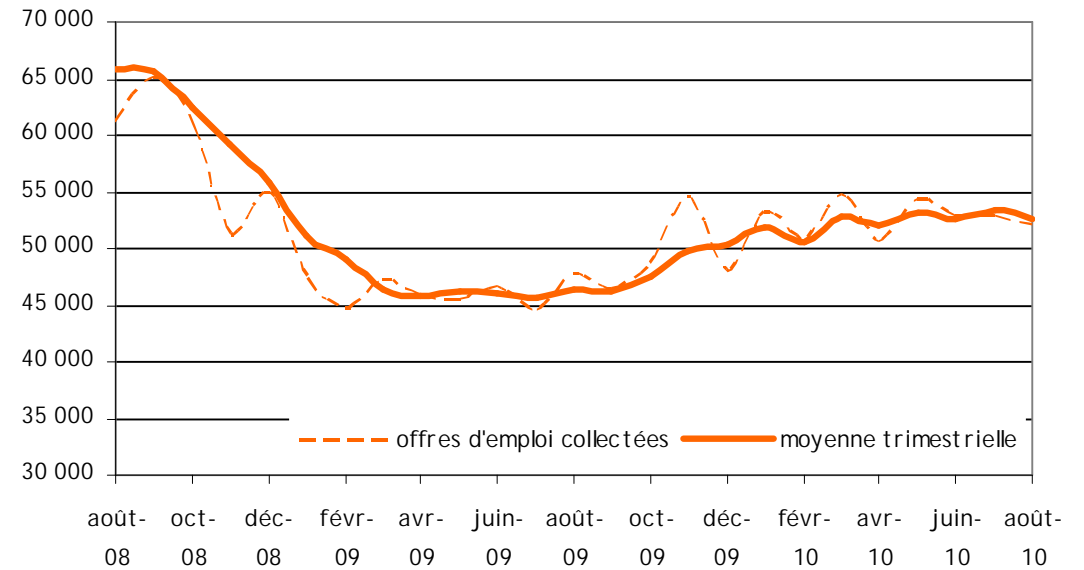
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin août 2010

q Le redressement de la collecte d'offres d'emploi semble s'essouffler au cours de l'été.

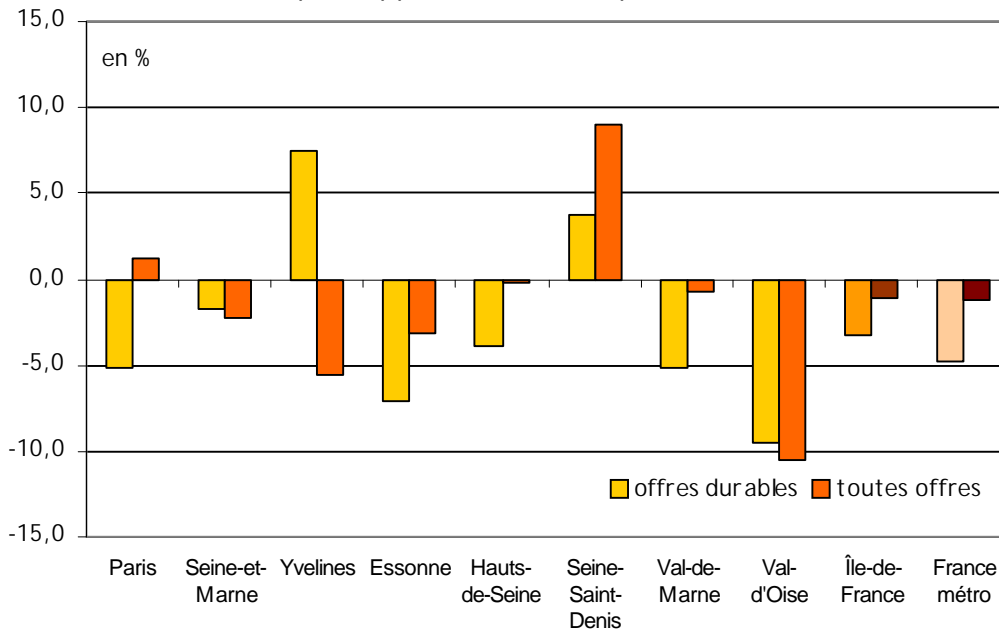
q Le nombre d'offres durables collectées a un peu reculé dans la région comme dans le reste du pays, alors que, toutes durées confondues, on observe une quasi stabilité.

q L'offre d'emplois est toujours très inférieure à celle observée avant le début de la crise (d'environ 25%).

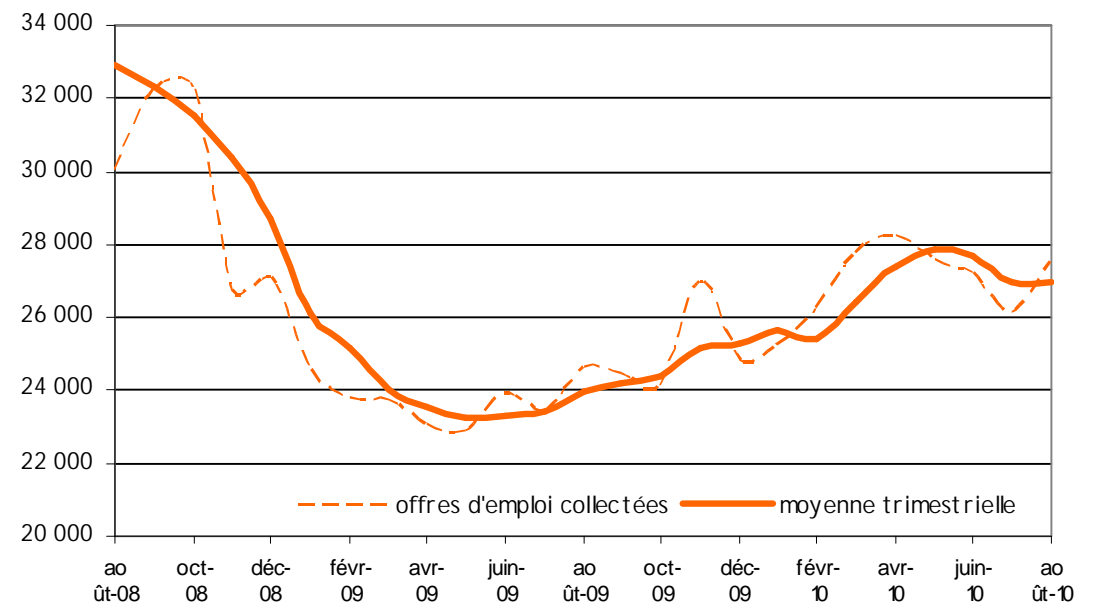
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis août 2008 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durable confiées à Pôle emploi depuis août 2008 (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'intérim à fin juin 2010

q Près de 293 500 contrats ont été conclus en Ile-de-France au mois de juin 2010, ce qui représente en moyenne 103 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données brutes).

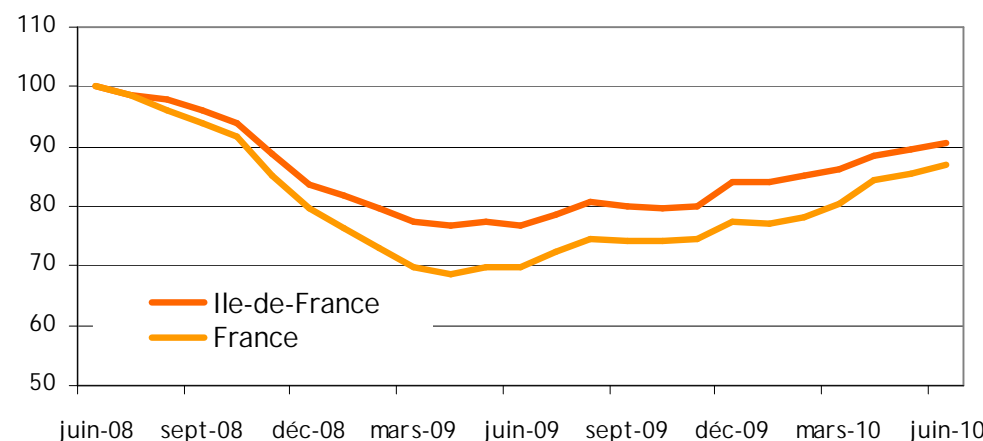
q Le nombre mensuel de contrats conclus augmente légèrement (+0,2% par rapport à mai 2010), comme le nombre d'intérimaires en EETP (+1,3%, données CVS). Toutefois, sur les trois derniers mois, la hausse du nombre d'intérimaires en EETP est plus forte : 5,2% par rapport au 1er trimestre 2010.

q Dans l'industrie, l'agro-alimentaire et la métallurgie continuent de faire appel à l'intérim : au 2ème trimestre 2010, le nombre d'EETP est en hausse de respectivement 4,6% et 16,0% par rapport au 1er trimestre 2010. A contrario, la fabrication de matériels de transport (automobile, aéronautique...) enregistre un net recul après les fortes hausses du début de l'année 2010 : -17,8% en un trimestre, en données CVS.

q L'activité intérimaire dans le BTP progresse : le nombre d'EETP augmente de +11,2% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

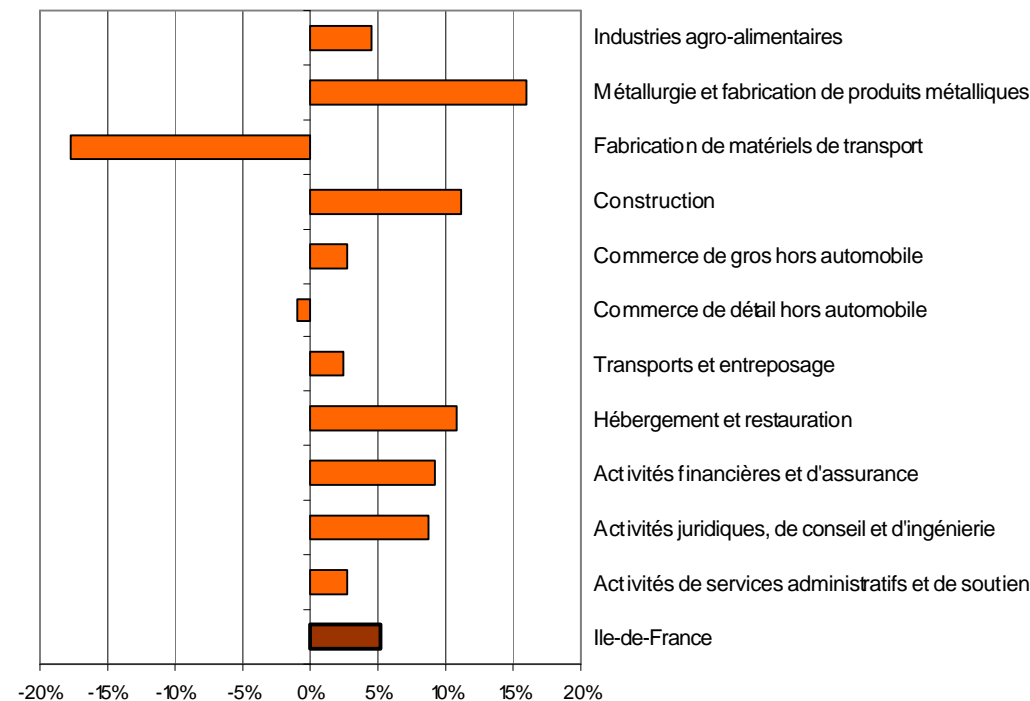
q Le recours à l'intérim est assez stable dans le commerce de gros et de détail. Les services sont tous en hausse : la progression de l'intérim ce trimestre par rapport au précédent varie de +2,5% pour les transports et entreposage à +10,8% pour l'hébergement et la restauration.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin juin 2008)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2010

q La dégradation de l'emploi salarié francilien a marqué une pause au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Celle-ci s'observe également à l'échelle nationale.

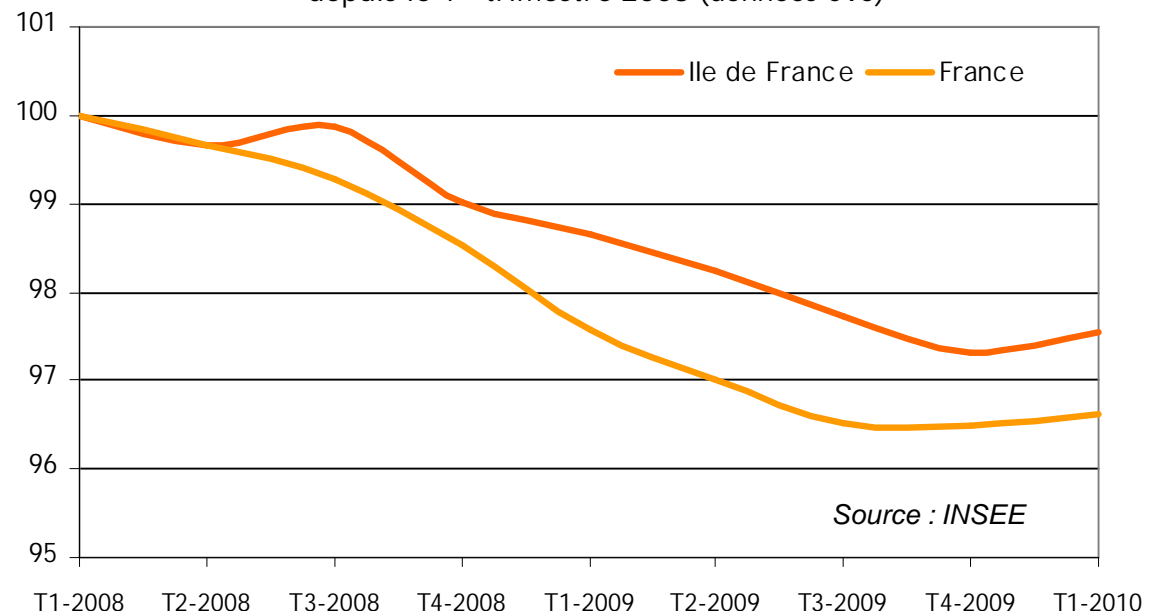
q Selon les estimations provisoires de l'INSEE, l'emploi salarié privé francilien des secteurs marchands enregistre en effet une hausse trimestrielle de +0,2 % (soit +9 600 emplois).

q Sur un champ incluant les activités non marchandes, l'URSSAF estime la croissance trimestrielle de l'emploi salarié francilien à +0,3%.

q Le repli annuel de l'emploi salarié reste néanmoins très important (-46 500 dans le secteur marchand selon l'INSEE).

q Selon l'INSEE, le Val-d'Oise et les Yvelines ont été les plus touchés par la baisse de l'emploi salarié. Seule la Seine-Saint-Denis, n'a pas connu de dégradation de l'emploi sur un an (+0,0%).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2010	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2009)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2009)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 298 900	5 200	0,4%	-13 400	-1,0%
Seine-et-Marne	300 100	-400	-0,1%	-1 200	-0,4%
Yvelines	378 900	400	0,1%	-8 700	-2,2%
Essonne	303 400	3 300	1,1%	-1 900	-0,6%
Hauts-de-Seine	802 600	-3 600	-0,4%	-12 100	-1,5%
Seine-Saint-Denis	380 000	1 800	0,5%	100	0,0%
Val-de-Marne	343 300	2 600	0,8%	-3 700	-1,1%
Val-d'Oise	275 400	200	0,1%	-5 600	-2,0%
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 082 600</b>	<b>9 600</b>	<b>0,2%</b>	<b>-46 500</b>	<b>-1,1%</b>
France métropolitaine	15 874 900	23 900	0,2%	-154 700	-1,0%

# L'emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2010

q L'emploi salarié francilien des secteurs marchands a augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre dans la construction, le commerce et les services, principalement marchands, alors qu'il a de nouveau reculé dans l'industrie.

q Néanmoins, sur un an, il reste orienté à la baisse.

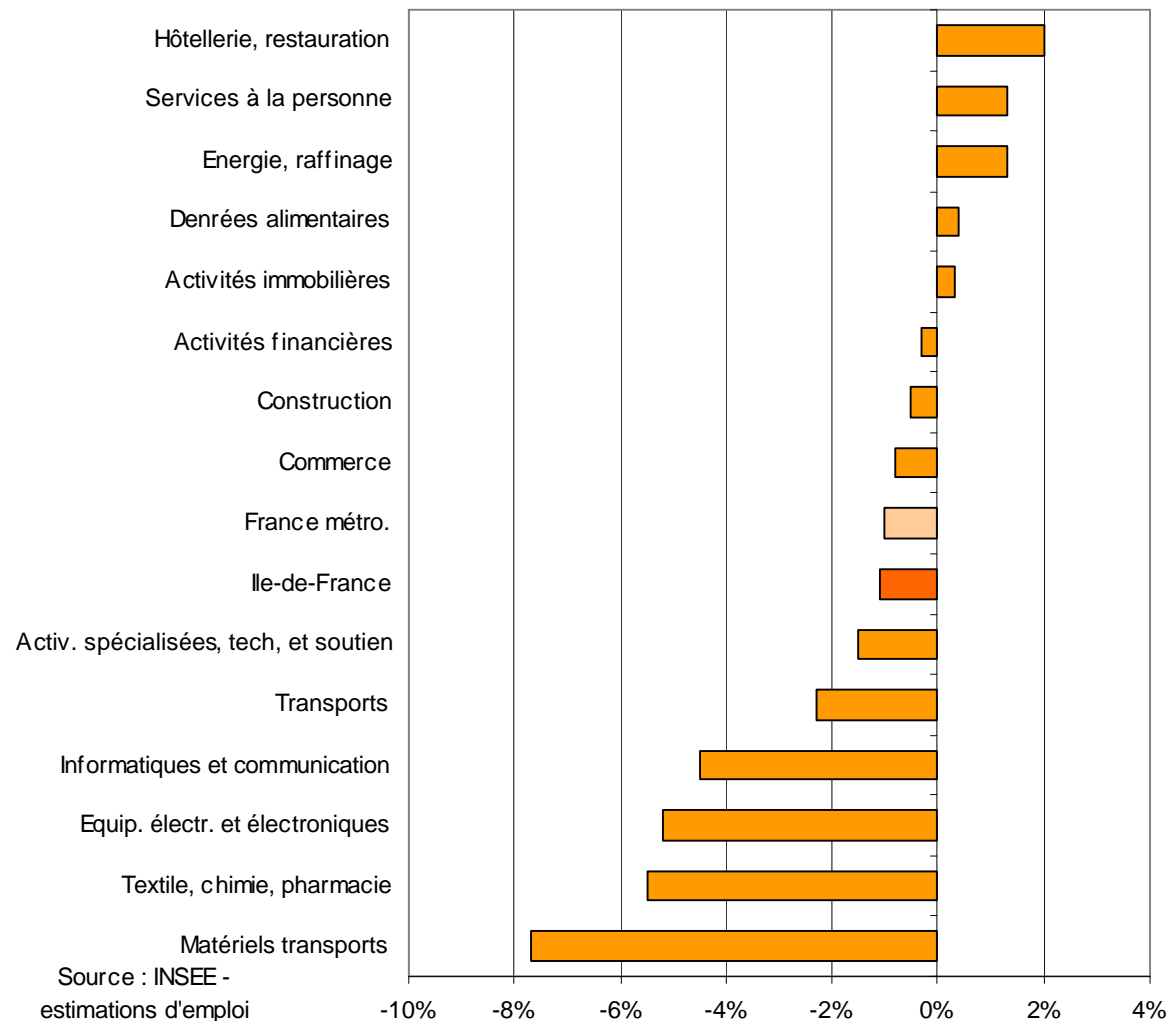
q L'industrie continue à détruire des emplois à un rythme élevé : -4,1% en un an, soit plus de 20 000 suppressions de postes.

q Dans la construction, la nette reprise observée début 2010 n'a pas effacé le recul des trimestres précédents.

q Les pertes annuelles d'emploi du secteur tertiaire se sont réduites, même si elles restent importantes dans le commerce, l'informatique, les transports et les activités spécialisées et de soutien (incluant l'intérim, le nettoyage, la sécurité et les centres d'appels).

q L'hôtellerie/restauration et les services à la personne ont continué à créer des emplois : respectivement +2,0% et +1,3% en un an.

Évolution de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2010, dans les principaux secteurs d'activité (données CVS)



# L'activité partielle en août 2010

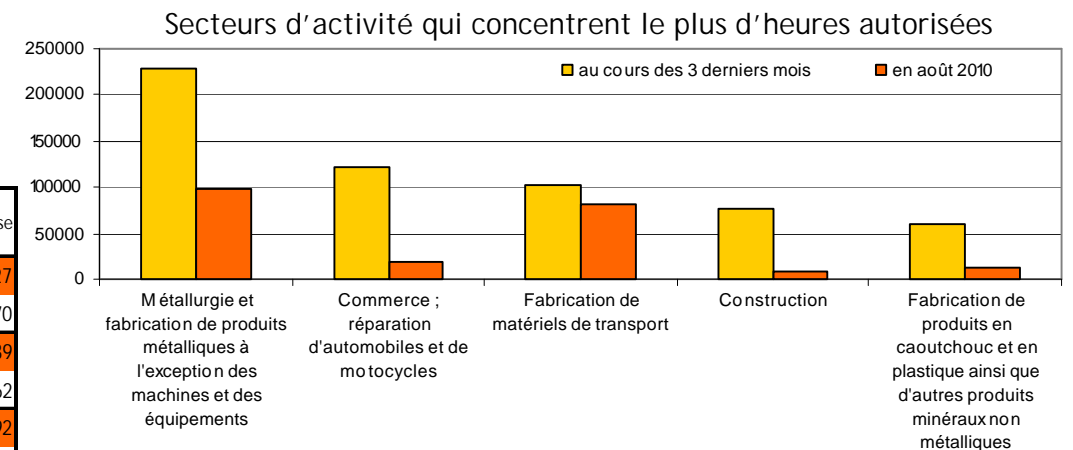
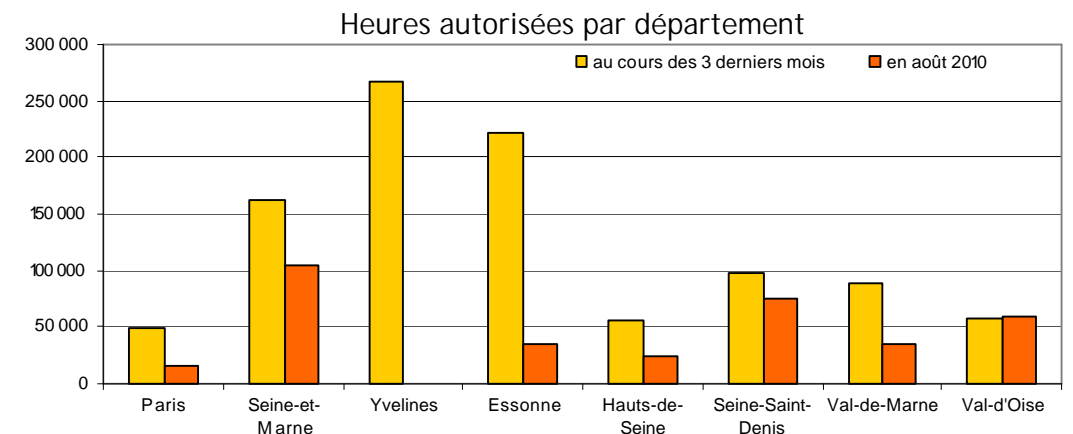
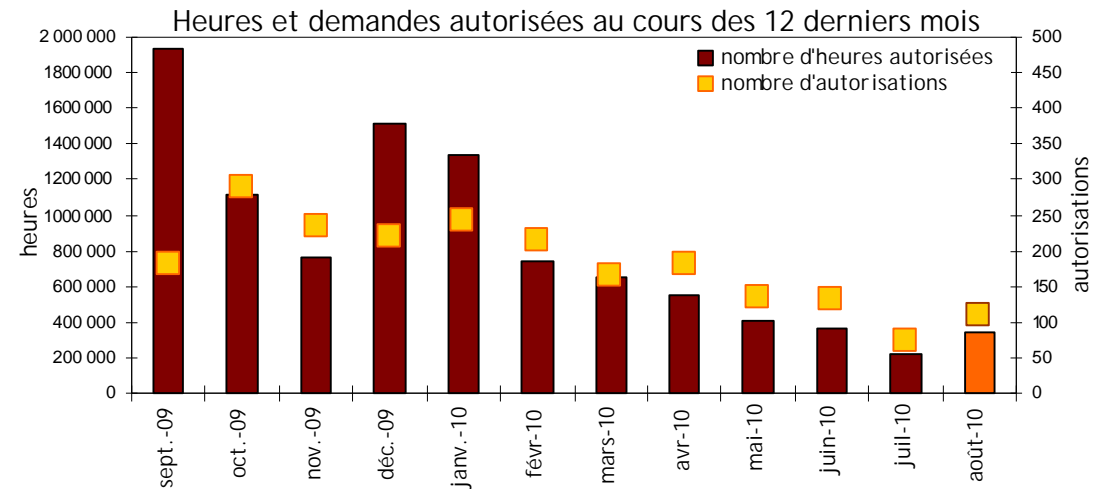
En août, 110 demandes de recours à l'activité partielle ont été autorisées au titre de la conjoncture (92% concernent des TPE/PME franciliennes de moins de 100 salariés).

Elles correspondent à 346 025 heures : il s'agit de la première hausse depuis décembre 2009.

L'absence d'autorisations dans les Yvelines, en août dernier, contraste avec les mois précédents où l'industrie automobile avait déposé d'importantes demandes de recours.

Mais la plus forte autorisation concerne une unité de production automobile, implantée en Seine-Seine-Denis (20% des heures accordées ce mois) et la métallurgie continue à solliciter cette mesure.

L'industrie, dont le poids tendait pourtant à diminuer au 1<sup>er</sup> semestre 2010, est à nouveau à l'origine de la majorité des demandes : 70% des heures autorisées en août pour l'ensemble des secteurs, 60% au cours des 3 derniers mois.

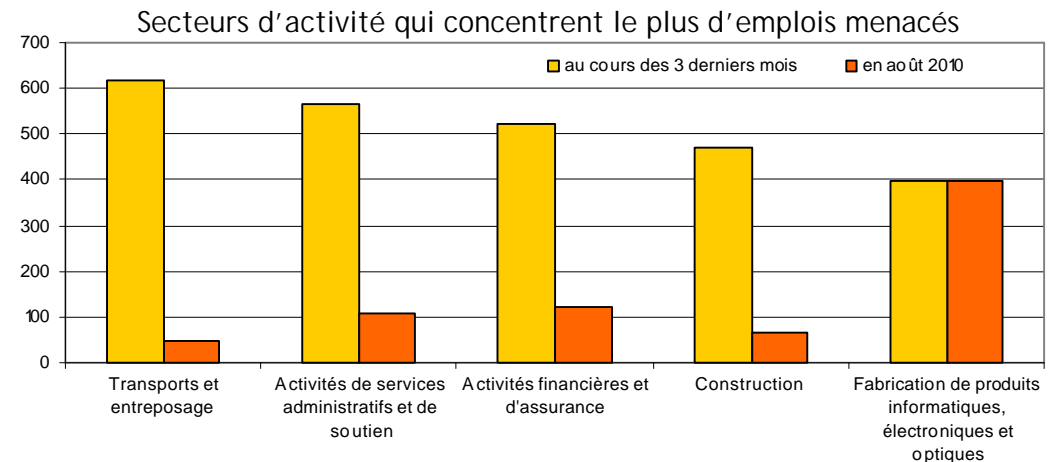
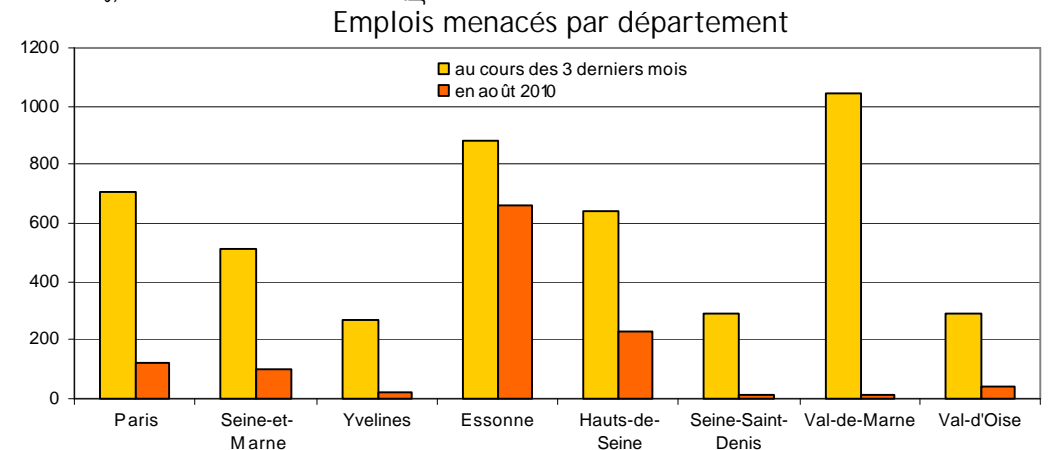
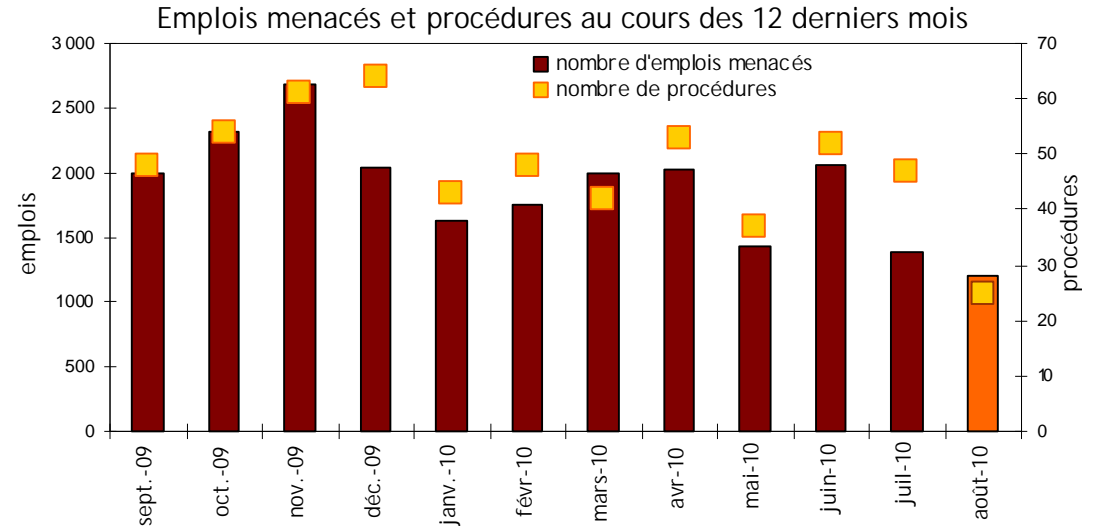


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en août 2010	110	10	26	0	17	7	10	13	27
cumul 2010	1 260	144	270	120	185	102	163	106	170
Heures associées en août 2010	346 025	14 858	104 284	0	34 327	23 587	75 624	34 206	59 139
cumul 2010	4 627 531	289 392	843 384	1 269 427	597 289	500 320	385 630	323 927	418 162
Salariés concernés en août 2010	5 846	107	708	0	216	380	3 658	385	392
cumul 2010	24 955	1 660	3 350	6 385	2 805	1 840	5 080	1 480	2 355

# Les procédures de licenciement collectif en août 2010

- 25 procédures de licenciement d'au moins 10 salariés sur 30 jours ont été notifiées en août.
- Elles menacent 1 200 emplois franciliens, soit le plus bas niveau observé depuis 18 mois.
- La part des emplois concernés par une liquidation judiciaire, en forte hausse le mois précédent, est relativement faible en août : 18%.
- Seules 2 procédures notifiées en août menacent plus de 150 emplois : 367 en Essonne (industrie électronique) et 151 dans les Hauts-de-Seine (programmation informatique).
- Avec 8 procédures notifiées en août dernier, l'Essonne devient ainsi le département le plus impacté par les licenciements collectifs annoncés depuis janvier 2010.
- 6 emplois salariés du département sur 1 000 ont en effet fait l'objet d'une ouverture de procédure de licenciement collectif depuis le début de l'année.
- En moyenne régionale, 3,2 emplois sur 1 000 ont fait l'objet d'une telle procédure.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en août 2010	25	6	3	1	8	4	1	1	1
cumul 2010	347	64	41	44	37	74	32	32	23
Salariés concernés en août 2010	1 200	123	98	19	659	231	14	14	42
cumul 2010	13 475	2 330	1 205	1 940	1 900	2 675	980	1 600	845

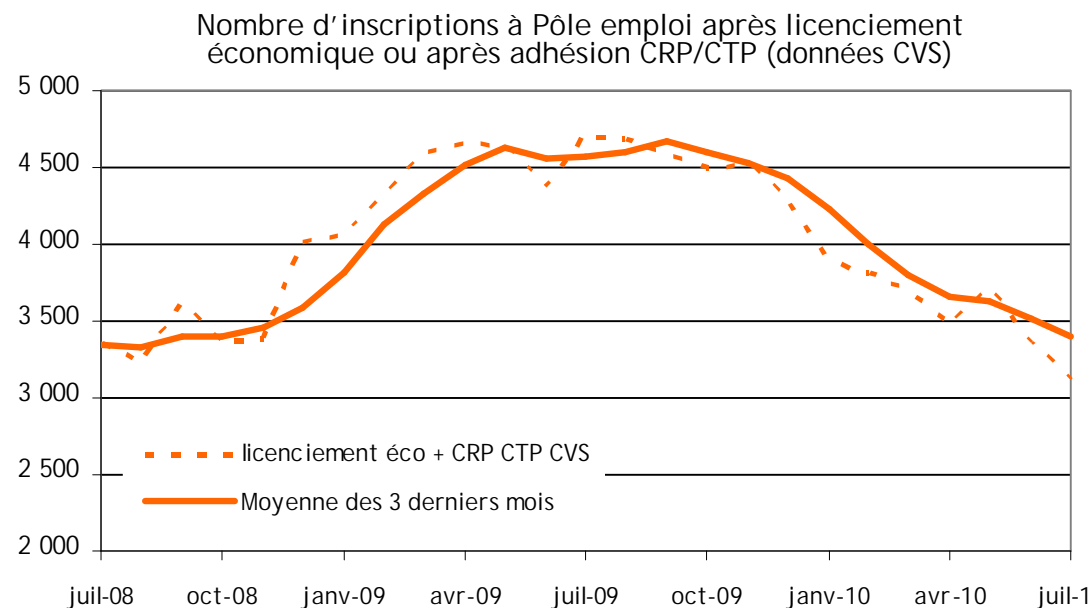


# Les inscriptions à Pôle emploi après un licenciement économique ou après une adhésion CRP/CTP, à fin juillet 2010

q Un peu plus de 3000 personnes se sont inscrites à Pôle emploi en juillet 2010 à la suite d'un licenciement économique ou d'une adhésion à une CRP ou au CTP (données CVS).

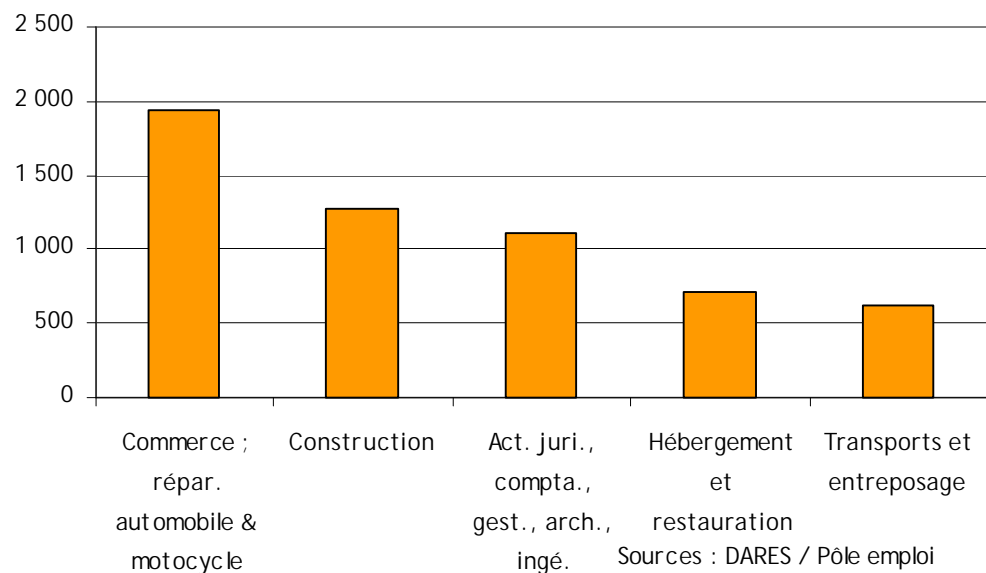
q Ce nombre continue à reculer par rapport aux mois précédents.

q Le commerce est toujours le premier secteur employeur des entrants à Pôle emploi pour ces motifs, avec 13% des inscrits. L'ensemble des secteurs industriels représente 19% des inscriptions (2% pour la fabrication de matériel de transport).



Sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Principaux secteurs d'activité antérieurs des inscriptions à Pôle emploi de mai 2010 à juillet 2010 suite à licenciement économique ou adhésion CRP/CTP (données brutes)



Évolution du nombre d'inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique ou adhésion CRP/CTP, au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mêmes mois de l'année précédente (données brutes)

